



ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE
PERMIS DE STATIONNEMENT

N° : PA 2025-934
Date : **12 NOV. 2025**
Mis en ligne le :

Objet : Manège trampoline
Lieu : Place de Provence
Dates : Du 19 décembre 2025 au 3 janvier 2026

12 NOV. 2025

N° Acte : 6.1

Le Maire de Vitrolles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants conférant au Maire des pouvoirs généraux en matière de Police ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants ;
Vu l'article L113-2 du code de la voirie routière ;
Vu la loi n° 2008-136 du 13 février 2008 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attractions et le décret d'application n° 2008-1458 du 30 décembre 2008 qui impose aux exploitants de manèges un contrôle technique initial puis périodique ;
Vu l'arrêté municipal portant réglementation de la fête foraine qui aura lieu du 19 décembre 2025 au 3 janvier 2026, sur la place de Provence ;
Vu les arrêtés municipaux n° VRC P 22-001 du 24 février 2022 et VRC P 22-004 du 17 mars 2022 portant réglementation de circulation dans le centre urbain ;
Vu l'arrêté municipal n° 24-08 du 11 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Claude MATHON dans le cadre des activités d'occupation du domaine public ;
Vu la délibération n° 24-225 du 12 décembre 2024 relative aux tarifs publics ;
Vu l'avis favorable du compte-rendu de vérification périodique, par le vérificateur agréé C.C.E.V, du manège trampoline, en date du 23 mars 2025 et valide jusqu'au 22 mars 2028 ;
Vu l'attestation des assurances L'ALEXANDRE pour l'exploitation d'un manège trampoline pour la période du 10 septembre 2025 au 9 septembre 2026 ;
Considérant la demande d'autorisation d'occupation du domaine public, en date du 27 septembre 2025, de Mr Rocky VALIDIRE, [REDACTED] sollicitant l'autorisation d'installer un manège trampoline, pendant l'animation précitée, aux lieu et dates indiqués en objet ;
Considérant que l'occupation du domaine public est soumise à autorisation et redevance ;

ARRÊTÉ

Article 1

Monsieur Rocky VALIDIRE est autorisé à installer un manège, de moins de 10 mètres linéaires, pendant la fête foraine, qui se déroulera du 19 décembre 2025 au 3 janvier 2026. Le placement s'effectuera selon les recommandations de l'équipe municipale.
Monsieur Rocky VALIDIRE est autorisé s'installer le 18 décembre 2025, à partir de 7h00 et procéder à la désinstallation le 4 janvier 2026, à partir de 14h.
Il ne sera pas possible que quitter l'emplacement avant.

Article 2

L'autorisation est nominative, personnelle, précaire et révocable par l'administration territoriale. Elle ne peut être vendue, cédée ou louée, même à titre gratuit. Elle est valable uniquement pour les lieu et date définis à l'article 1.

Article 3

Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

Article 4

Le demandeur devra répondre aux obligations générales de sécurité et se conformer aux prescriptions ci-après :

- Garantir une voie de circulation pour les véhicules d'incendie et de secours ;
- Maintenir un passage d'au moins un mètre quarante pour permettre la circulation des personnes à mobilité réduite et des piétons sur le domaine public.

Article 5

Le titulaire de cette autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers et s'engage à être à jour de sa police d'assurance dans le cadre de son activité.

Article 6

Monsieur Rocky VALIDIRE – n° Siret 804 503 266 000 202 - est tenu au paiement d'une redevance d'occupation du domaine public pour "Manèges, animations animaux, structures gonflables, stands de jeux, confiseries, stands alimentaires, food truck, de moins de 10 mètres linéaires, hors marché de Noël". Cette redevance est fixée à 128,19 euros par semaine, soit 256,38 euros pour 2 semaines. Elle devra être acquittée dans un délai de 30 jours à réception du titre de recouvrement de la perception.

Article 7

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à partir de sa publication ou de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 8

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L2131-1 du CGCT accomplies.

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Voirie Réseau Circulation,
- Madame la Directrice de la Vie Associative et Participation Citoyenne,
- Madame la Directrice de l'Economie Emploi,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale,
- Monsieur le Chef du Centre d'incendie et de Secours de Vitrolles,
- Direction de l'Animation Evènementiel.

Jean-Claude MATHON

Conseiller Municipal délégué à l'Occupation
du Domaine Public

